

Accords professionnels
IEG : industries électriques et gazières

ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2017
PORTANT SUR LES MESURES EXCEPTIONNELLES DE COMPENSATION DE LA HAUSSE
DE LA CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE (CSG) AU 1^{ER} JANVIER 2018

NOR : ASET1850118M

Entre :
UFE ;
UNEMIG,

D'une part, et
CFE-CGC ;
FCE CFDT ;
CMTE CFTC ;
FNEM FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties signataires considèrent que la hausse de la contribution sociale généralisée (ci-après CSG), fruit d'une évolution législative exceptionnelle prévue dans la loi de finances 2018 et dans la loi de financement de la sécurité sociale 2018, caractérisera l'année en ce qu'elle impacte différemment les salariés et entreprises à statut des autres entreprises françaises.

Les signataires rappellent que les salariés et les employeurs de la branche professionnelle des industries électriques et gazières se trouvent ainsi face à une situation particulière liée à la structuration même des régimes spéciaux de retraite et d'assurance chômage.

Ils constatent que la mesure de compensation prévue dans la loi de finances 2018 est la suppression annoncée de la cotisation salariale « contribution exceptionnelle de solidarité - CES », mais que cette suppression ne compense pas la hausse de la CSG. Les parties signataires convergent sur la nécessité d'une compensation afin d'éviter une perte de pouvoir d'achat des salariés des IEG.

Les parties signataires font le constat que le maintien global du pouvoir d'achat des salariés passera obligatoirement par un effort financier durable des employeurs de la branche des IEG dans une période de transformation forte et de concurrence accrue.

Elles conviennent cependant, face à cette situation particulière, de privilégier un dispositif compensatoire de branche.

Article 1^{er}

Objet

Le présent accord, établi conformément aux dispositions de l'article L. 161-4 du code de l'énergie détermine des mesures de compensation du relèvement du taux de CSG au 1^{er} janvier 2018.

Article 2

Champ d'application et effet obligatoire

Le présent accord de branche s'applique à l'ensemble des entreprises dont le personnel est régi par le statut national du personnel des industries électriques et gazières en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Eu égard à la nature du dispositif prévu revalorisant la grille des coefficients de rémunération de la branche professionnelle des IEG et à son caractère général, le présent accord s'applique à l'ensemble des entreprises de la branche des IEG, y compris les entreprises de moins de 50 salariés.

Le présent accord a un caractère impératif et s'applique sans qu'il soit possible d'y déroger dans un sens moins favorable aux salariés, au niveau de toutes les entreprises entrant dans son champ d'application.

Article 3

Mesures exceptionnelles de compensation du relèvement du taux de CSG au 1^{er} janvier 2018

3.1. Revalorisation des coefficients de rémunération

Les parties signataires du présent accord conviennent de revaloriser la grille des coefficients de rémunération de manière uniforme à hauteur de 1 %.

Cette mesure sera appliquée en 2 temps selon la répartition suivante :

- 1^{er} janvier 2018 : + 0,5 % ;
- 1^{er} juillet 2018 : + 0,5 %.

Les parties signataires conviennent de joindre au présent accord une annexe 1 : coefficients de rémunération.

3.2. Situation des salariés exonérés en 2017 de contribution exceptionnelle de solidarité

Certains salariés sont exonérés de contribution exceptionnelle de solidarité, soit du fait d'une rémunération nette inférieure au plancher fixé par le fonds de solidarité, soit parce que leur employeur est une SICAE.

Devant la diversité des situations associées à cette exonération (niveau de rémunération, temps partiel, entrée-sortie en 2017, société d'appartenance, etc.), les parties signataires recommandent que chaque entreprise examine ces situations afin d'apprécier l'opportunité d'une compensation complémentaire tant que la rémunération totale demeure inférieure au taux plancher 2017 fixé par le fonds de solidarité.

Article 4

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 1 an : il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et cessera de produire tout effet le 31 décembre 2018.

Article 5

Dispositions finales

5.1. Notification. – Dépôt. – Publicité

À l'issue de la procédure de signature, et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera notifié aux fédérations syndicales représentatives au niveau de la branche professionnelle des industries électriques et gazières.

À l'issue d'un délai de 15 jours suivant cette notification, le présent accord fera l'objet, à l'initiative des groupements d'employeurs des industries électriques et gazières, des formalités de publicité et de dépôt conformément aux dispositions du code du travail.

5.2. Procédure d'extension de l'avenant

Les signataires conviennent de demander l'extension du présent accord aux ministres chargés de la transition écologique et solidaire et du travail, dans les conditions prévues par l'article L. 161-2 du code de l'énergie.

Fait à Paris, le 15 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Coefficients de rémunération au 1^{er} janvier 2017 au 1^{er} janvier 2018 et au 1^{er} juillet 2018

	1 ^{ER} JANVIER 2017	1 ^{ER} JANVIER 2018	1 ^{ER} JUILLET 2018
NR	Coefficient	Coefficient	Coefficient
30	223,8	224,9	226,0
35	228,1	229,2	230,4
40	232,6	233,8	234,9
45	237,2	238,4	239,6
50	241,9	243,1	244,3
55	246,5	247,7	249,0
60	251,3	252,6	253,8
65	256,4	257,7	259,0
70	261,8	263,1	264,4
75	266,7	268,0	269,4
80	271,5	272,9	274,2
85	277,7	279,1	280,5
90	284,1	285,5	286,9
95	290,3	291,8	293,2
100	296,8	298,3	299,8
105	303,7	305,2	306,7
110	310,8	312,4	313,9
115	318,5	320,1	321,7
120	327,3	328,9	330,6
125	335,5	337,2	338,9
130	343,7	345,4	347,1
135	352,2	354,0	355,7
140	360,9	362,7	364,5
145	369,9	371,7	373,6
150	379,0	380,9	382,8
155	388,2	390,1	392,1
160	399,0	401,0	403,0
165	408,6	410,6	412,7
170	418,6	420,7	422,8
175	429,0	431,1	433,3

	1 ^{ER} JANVIER 2017	1 ^{ER} JANVIER 2018	1 ^{ER} JUILLET 2018
NR	Coefficient	Coefficient	Coefficient
180	439,6	441,8	444,0
185	450,4	452,7	454,9
190	461,5	463,8	466,1
195	472,9	475,3	477,6
200	484,5	486,9	489,3
205	496,5	499,0	501,5
210	508,8	511,3	513,9
215	521,3	523,9	526,5
220	534,1	536,8	539,4
225	547,4	550,1	552,9
230	560,9	563,7	566,5
235	574,9	577,8	580,6
240	592,6	595,6	598,5
245	607,1	610,1	613,2
250	622,1	625,2	628,3
255	637,5	640,7	643,9
260	653,3	656,6	659,8
265	669,5	672,8	676,2
270	686,0	689,4	692,9
275	702,9	706,4	709,9
280	720,3	723,9	727,5
285	736,6	740,3	744,0
290	753,2	757,0	760,7
295	769,9	773,7	777,6
300	787,0	790,9	794,9
305	804,6	808,6	812,6
310	822,5	826,6	830,7
315	840,9	845,1	849,3
320	859,9	864,2	868,5
325	878,6	883,0	887,4
330	897,7	902,2	906,7
340	919,8	924,4	929,0
350	940,2	944,9	949,6
355	961,8	966,6	971,4
360	984,0	988,9	993,8
365	1 006,6	1 011,6	1 016,7

	1 ^{ER} JANVIER 2017	1 ^{ER} JANVIER 2018	1 ^{ER} JUILLET 2018
NR	Coefficient	Coefficient	Coefficient
370	1 029,7	1 034,8	1 040,0
CA	834,6	838,8	842,9
CE	853,6	857,9	862,1
DA	873,1	877,5	881,8
DB	892,5	897,0	901,4
EA	912,5	917,1	921,6
FA	942,1	946,8	951,5
GA	970,8	975,7	980,5
HA	1 000,6	1 005,6	1 010,6
HB	1 023,6	1 028,7	1 033,8
IA	1 047,1	1 052,3	1 057,6
IB	1 071,2	1 076,6	1 081,9
JA	1 095,9	1 101,4	1 106,9
JB	1 121,1	1 126,7	1 132,3
KA	1 146,9	1 152,6	1 158,4
KB	1 173,3	1 179,2	1 185,0